



# Communication & Influence

N°142 - Mars 2023

*Quand la réflexion accompagne l'action*

## La finance et le réel, ou le dédoublement du monde – Le décryptage de Guillaume Vuillemey

### Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

*"Historiquement, le processus de dépersonnalisation, inhérent à la finance, a présupposé un profond reformatage de l'imaginaire des hommes." Professeur de finance à HEC Paris, chercheur associé au CEPR (Londres) et membre du conseil scientifique de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Guillaume Vuillemey a aussi été chercheur invité à la Banque centrale européenne et à l'université d'Harvard. Il vient de publier *Le temps de la démondialisation* (Seuil 2022, collection *La République des Idées*). Synthétique et étayé, son plaidoyer vise à protéger les biens communs des ravages du libre-échange qui déconstruit les sociétés humaines. Dès lors, il est permis d'envisager une reterritorialisation pensée en fonction non du primat de l'individu, mais de celui des communautés, et il avance pour cela le concept de protectionnisme social et environnemental, à même de permettre un retour à l'équilibre.*



*Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Guillaume Vuillemey se livre à une pertinente analyse des fondements anthropologiques de la théorie économique. D'où il ressort que le monde moderne "peut globalement s'interpréter comme le produit d'une financiarisation croissante de la vie". Lire, de la puissance de l'immatériel ?...*

*Vous parlez de la mondialisation comme du produit d'un "dédoublement du monde". De fait, à la chute du Mur de Berlin, on nous a "vendu" l'idée d'une "mondialisation heureuse", qui se révèle au bout du compte être une impasse, véritable machine à broyer les peuples. Est-ce à dire que ce (prétendu) rêve a surtout été un extraordinaire levier de puissance qui a bouleversé l'échiquier mondial ?*

Dans une large mesure, oui. Sur le plan idéologique, toute critique de la mondialisation a longtemps été impossible ou marginale. L'argument a toujours été le même : le libre-échange nous permet

d'accéder à un plus grand nombre de biens, et à des prix plus bas. En tant que consommateurs, nous ne pourrions donc qu'en bénéficier. Cet argument a une face cachée. Bien sûr, en tant que consommateurs, la mondialisation nous a beaucoup apporté. Mais le problème est que nous ne sommes pas uniquement des consommateurs. Nous sommes aussi des citoyens, des êtres sociaux et politiques, qui aspirons à bénéficier de biens communs. Et sur ce point, le bilan de la mondialisation est très lourd. Pour le dire simplement, notre abondance de biens privés a eu pour conséquence une raréfaction des



biens collectifs. Nos milieux naturels se sont dégradés, les inégalités se sont accrues, les sentiments d'appartenance se sont dissolus, les intérêts géostratégiques ont été négligés, etc.

Pour bien comprendre comment cela a été possible, revenons un instant à ce concept de "dédoublé du monde", qui m'est cher. Le cœur de ma thèse est le suivant : avant l'essor de la mondialisation, les Etats, les ordres politiques territorialisés, s'efforçaient toujours de maintenir un équi-

libre entre les intérêts individuels et les intérêts communs. Par exemple, le droit civil (qui porte une vision de l'ordre social bon) jouissait d'une prééminence sur le droit commercial (lequel ne régule que les intérêts marchands privés). La mondialisation est née d'un bouleversement de ce système : en marge du monde des Etats, des territoires, est apparu un monde où les intérêts privés ont pu se déployer hors de toute considération pour les biens communs, pour les peuples et leurs intérêts collectifs. Historiquement,

ce "deuxième monde" naît via le commerce en haute mer, lequel permet de contourner toutes les juridictions qui ne sont pas pleinement favorables aux intérêts privés. Aujourd'hui, c'est le monde des paradis fiscaux et des pavillons de complaisance, qui est tout sauf anecdotique : au moins 80% des porte-conteneurs dans le monde sont immatriculés dans des pavillons de complaisance, et une part très significative de l'impôt des grandes sociétés est "payé" dans des paradis fiscaux (où le taux de l'impôt sur les sociétés est parfois de 0%).

Quand on prend conscience de ce qui s'est joué depuis des décennies, l'argument selon lequel la mondialisation serait un processus "naturel" apparaît comme particulièrement choquant. Derrière ce discours, il faut voir l'influence de certains acteurs qui ont voulu peu à peu se détacher des biens communs, se couper d'environnements trop réglementés à leurs yeux (pour des bonnes ou de mauvaises raisons) et ne plus poursuivre que leurs intérêts privés.

**La mondialisation, processus "naturel" ? Derrière ce discours, il faut voir l'influence de certains acteurs qui ont voulu peu à peu se détacher des biens communs et ne plus poursuivre que leurs intérêts privés.**

**Si cette dynamique de démondialisation est subie, parce que l'on reste prisonnier d'une grille idéologique qui n'est pas la bonne, ou d'influences étrangères qui nous détournent des enjeux, alors le futur sera très douloureux.**

*S'attacher à défendre ces "biens communs" que vous évoquez conduit-il nécessairement les "somewhere" à s'opposer aux "anywhere", les "immobiles" aux "mobiles" ? Autrement dit, le cœur du débat concernant notre avenir ne voit-il pas s'affronter concrètement les tenants du réalisme (communautés traditionnelles ancrées dans leurs territoires et leurs traditions) et les utopistes-mondialistes (l'individu-consommateur sublimé, comme alpha et oméga de l'existence, quintessence du transhumanisme de la Silicon Valley) ?*

Une fois définie comme "dédoublé du monde", la mondialisation apparaît comme créatrice d'un nouveau clivage : que l'on peut nommer de multiples manières, "gagnants" contre "perdants", "anywhere" contre "somewhere", France des métropoles contre "France périphérique" ou, comme je le dis, "mobiles" contre "immobiles". Pourquoi cette terminologie ? À mes yeux, ce qui est central est la capacité à

se déterritorialiser, la capacité à bouger pour échapper aux contraintes collectives et ne plus exister qu'en vue de fins privées. Le "mobile" est celui qui considère les Etats ou les territoires comme des biens de consommation : il en jouit de manière privée, mais ne se soucie pas de leur pérennité, de leur continuité. On peut donner des exemples très clairs. Celui qui met sa fortune dans un paradis fiscal, mais qui garde ses enfants dans une bonne école financée par l'impôt est un "mobile". De même, une entreprise comme Amazon, qui jouit des infrastructures de transport de tous les pays, mais déplace l'essentiel de son revenu taxable dans des paradis fiscaux (notamment le Luxembourg), est un immense gagnant de la mondialisation. C'est une entreprise "mobile", proprement "hors sol". La grande caractéristique des "mobiles", c'est qu'ils considèrent le monde des Etats comme un immense marché, sur lequel ils pourraient en permanence choisir.

À l'inverse, les "immobiles" se représentent le monde de manière très différente. L'école à proximité de chez eux n'est pas une parmi des milliers sur la carte du monde, mais l'école où ils doivent mettre leurs enfants. Sa fermeture est un drame. Même chose pour quantité de services publics ou de petits commerces. De même, une PME ne peut pas faire d'optimisation fiscale à l'échelle mondiale. Elle est de "quelque part". À cet égard, le drame de la mondialisation est double : d'une part ces entreprises se retrouvent dans une situation de concurrence défavorable par rapport à des entreprises plus grandes et déterritorialisées, qui déplacent leur revenu taxable vers des juridictions favorables. Mais ce n'est pas tout : comme les acteurs les plus mobiles sont devenus de plus en plus durs à réguler et à taxer, l'essentiel de la hausse de la charge fiscale depuis des décennies a porté sur les acteurs immobiles – personnes physiques ou entreprises. Ceux-ci voient donc d'une part la qualité des services collectifs se dégrader, et le prix qu'ils paient pour eux (via l'impôt) augmenter. C'est une situation qui n'est pas soutenable.

La question la plus difficile est de savoir ce qui mettra fin à ce processus. Là, on ne peut faire que des suppositions. Dans une large mesure, la montée des mouvements populistes est déjà un symptôme de ces dynamiques : le vrai clivage électoral aujourd'hui est entre "mobiles" et "immobiles", gagnants et perdants de la mondialisation. Mais des processus électoraux pourront-ils suffisamment infléchir la mondialisation ? L'autre hypothèse est que la mondialisation prendra fin quand certains de ses coûts cachés, environnementaux ou stratégiques, nous apparaîtront dans leur totalité. Sur ces deux points, beaucoup de choses sont en train de changer. De nombreux pays prennent conscience que le caractère local des approvisionnements est stratégique. L'Inde se donne pour objectif de viser l'autonomie alimentaire. La Chine entend remplacer des dizaines de millions d'ordinateurs américains par des ordinateurs dont elle maîtrise la chaîne de production. Sur le plan environnemental, la raréfaction des ressources aura le même effet. Plus les hydrocarbures ou les métaux seront rares, plus il sera illusoire de s'en procurer sur des marchés "libres". L'allocation de ces ressources se fera de manière "politique". Tout l'enjeu est de faire en sorte que cette dynamique de démondialisation soit maîtrisée, anticipée – c'est alors qu'elle pourra permettre à certains biens communs de renaître. Si cette dynamique est subie, parce que l'on reste prisonnier d'une grille idéologique qui n'est pas la bonne, ou d'influences étrangères qui nous détournent des enjeux, alors le futur sera très douloureux. ■

POUR ALLER PLUS LOIN...

## La finance, un levier d'influence fiduciaire

*Au cours du passionnant entretien qu'il nous a accordé, Guillaume Vuillemey a approfondi un aspect qui nous intéresse tout particulièrement ici, à savoir comment la finance se révèle être un levier psychologique majeur, lequel a notamment permis l'émergence du monde moderne, en modifiant en profondeur le fonctionnement mental du genre humain. "Historiquement, nous dit-il, le processus de dépersonnalisation, inhérent à la finance, a présupposé un profond reformatage de l'imaginaire des hommes." Explication.*

***La valeur d'une monnaie est dite fiduciaire du fait qu'elle repose sur la confiance que placent les consommateurs dans l'entité qui détient l'autorité d'émettre la dite-monnaie. Est-ce le même mécanisme mental qui préside aux destinées de la finance ?***

Dans une large mesure, oui. Au cœur de la finance se trouve ce que l'on nomme des "intermédiaires" : banques, assureurs, gérants d'actifs, fonds, etc. Cette notion d'"intermédiaire" est très importante, car elle suggère un acteur qui est entre deux choses. Pour le dire simplement, entre nous-même et le monde extérieur. Quand on investit dans une entreprise via un fonds, on rompt toute relation personnelle entre soi-même et l'entreprise, qui ne vaut plus que par le taux de rendement, les dividendes ou les plus-values. Autrement dit, l'intermédiation, qui est le cœur de la finance depuis ses origines, est un processus de "dépersonnalisation" de l'activité humaine. Pour que l'émergence d'un large secteur financier soit possible, il faut donc beaucoup de confiance. Mais notez encore une chose. Classiquement, la confiance est quelque chose de personnel : on a confiance en quelqu'un. La finance exige au contraire de nous une confiance impersonnelle, une confiance dans un système. Quand vous donnez mille euros à une banque, vous ne connaissez pas le guichetier personnellement, ni les traders de la banque, ni les gérants des entreprises où cet argent sera placé, ni les régulateurs qui veilleront à la santé de la banque. Vous le faites pourtant naturellement : cela présuppose une foi assez exceptionnelle dans la solidité du système financier.

***Sous l'angle qui nous intéresse dans ces colonnes, la finance peut-elle être vue comme un outil d'influence majeur qui fonctionne sur l'imaginaire et se révèle être concrètement un levier de puissance majeur pour influencer sur le cours des choses alors qu'elle ne repose en fait que sur de l'immatériel ?***

Historiquement, le processus de dépersonnalisation, inhérent à la finance, a présupposé un profond reformatage de l'imaginaire des hommes. Dans les sociétés précapitalistes, les hommes étaient habitués à faire confiance essentiellement aux proches : aux membres de la même famille élargie, du même village ou de la même foi. Faire confiance à l'étranger, à celui qui est distant, n'avait rien de naturel, et était même plutôt un handicap, voire un réel danger. Il a fallu une profonde mutation des mentalités pour que la confiance impersonnelle nécessaire à l'émergence de la finance puisse se développer. Un anthropologue comme Joseph Henrich montre d'ailleurs très bien que cette confiance impersonnelle ne s'est pas développée partout dans le monde : elle est assez spécifiquement occidentale (européenne et américaine).

Une fois qu'un secteur financier suffisamment dense est en place, l'impact de la finance sur l'imaginaire des peuples et des individus prend aussi d'autres aspects. Les intermédiaires, nous l'avons dit, nous mettent à distance du monde. Pour faire simple, nous sommes moins portés à voir le vigneron qui taille sa vigne, et davantage portés à voir le cours de bourse de l'entreprise viticole. La financiarisation reformate peu à peu nos représentations, en portant à voir les quantités au lieu des qualités, le matériel au détriment de l'immatériel. Citons un exemple en plein boom : les préoccupations croissantes en faveur de l'écologie – évidemment bienvenues – sont aussi l'occasion d'une financiarisation sans précédent de la nature. De plus en plus d'espaces naturels sont préservés non en vertu de leurs qualités propres, mais comme "puits de carbone", "certificats carbone" ou "certificats biodiversité", qui évidemment s'achètent ou se vendent sur des marchés. C'est un bouleversement très profond de nos représentations. On ne préserve plus la nature parce qu'elle a une valeur en tant que telle, mais parce que cela devient une bonne affaire.

***Si l'on pousse le raisonnement plus à fond, peut-on dire que ce formidable levier d'influence qu'est la finance constitue le cœur-même de la dynamique du monde moderne ?***

Il est certain que le monde moderne ne serait pas ce qu'il est si la finance n'avait pas existé. La mondialisation, le commerce lointain et tout ce qu'il a induit (déterritorialisation des activités, émergence de la grande entreprise, uniformisation des modes de vie, etc.) n'aurait pas été possible sans un très grand nombre d'innovations financières. Pendant des millénaires, le commerce lointain existait, mais restait très marginal et problématique : il fallait faire confiance à des gens que l'on ne connaissait pas et que l'on ne reverrait probablement jamais, pour des paiements ou des livraisons. Il n'existait pas de sociétés à responsabilité limitée ou d'assurances pour les dommages subis lors d'une expédition en mer. Bien souvent, on avait peur que l'armateur d'un navire disparaisse avec le bateau et sa cargaison ; par conséquent, ceux qui finançaient des expéditions devaient aussi y prendre part. Tous ces obstacles, et de nombreux autres encore, limitaient considérablement l'échange lointain. Des institutions, des formes juridiques nouvelles ont dû naître pour surmonter ces obstacles et faire naître le monde moderne. En ce sens, le monde moderne est né avec la finance, dans les ports et sur les mers. Et ce qui demeurait d'abord marginal est peu à peu devenu central.

Le monde moderne peut donc globalement s'interpréter comme le produit d'une financiarisation croissante de la vie : de plus en plus, les rapports des hommes au monde passent par des intermédiaires. Dans un article génial, le prix Nobel d'économie Douglass North a suggéré que le caractère "moderne" d'une économie pouvait se mesurer à l'importance des intermédiaires. Plus les intermédiaires jouent un rôle important, plus les relations entre les hommes sont impersonnelles, plus elles sont distantes, plus elles ne valent que par des signes monétaires, et plus nous sommes "modernes", en somme.

## EXTRAITS

**Quand les défaillances théoriques ont des conséquences bien réelles**

Dans sa conclusion intitulée "Reterritorialiser le monde" (in *Le temps de la démondialisation*, op. cit.), Guillaume Vuillemey met parfaitement en lumière le fait suivant : c'est d'abord la manière de considérer l'homme qui détermine in fine la théorie économique. N'est-il qu'un individu ? Ou s'inscrit-il dans le cadre plus large d'un collectif ? On voit ici clairement que ce sont les idées et les représentations qui influent sur notre perception du monde et surtout le façonnent. Extrait ci-après reproduit avec l'aimable autorisation des éditions du Seuil [p.97 à 100].

**Les deux démondialisations**

"[...] la démondialisation est souhaitable dans une certaine mesure, afin de mieux prendre en compte le bien commun des diverses communautés politiques. Dans le prolongement de nos réflexions, la démondialisation ne doit pas être comprise comme l'abandon pur et simple des échanges lointains – qui ont toujours existé ou presque –, mais comme leur reterritorialisation, c'est-à-dire leur retour sous un ordre juridique permettant de s'assurer de leur compatibilité avec les intérêts collectifs. Sur chaque territoire, la démondialisation peut être l'occasion d'affirmer positivement une vision du bien commun, c'est-à-dire des valeurs propres qui méritent d'être défendues. À ce stade, il faut mettre en garde contre une autre vision, purement négative, de la démondialisation. En rejetant tout appel à un protectionnisme de nature sociale et environnementale, en valorisant systématiquement les bénéfices du libre-échange pour les consommateurs sans en voir les coûts pour les communautés, en refusant de voir les intérêts collectifs pour n'envisager que les intérêts commerciaux, on court le risque de susciter tôt ou tard des réactions de rejet beaucoup plus violentes et désorganisées : pays se coupant brutalement du système mondial, populismes hostiles ou xénophobes, voire réintroduction soudaine de frontières par des affrontements belliqueux.

Ces deux formes de démondialisation sont radicalement différentes et ne doivent pas être confondues. Celle que nous prônons procède avant tout d'une *force démocratique et intérieure* à chaque communauté politique, qui la pousse à affirmer ses intérêts collectifs, sociaux et environnementaux. La seconde forme de démondialisation est avant tout extérieure ; elle ne se définit pas par l'affirmation de ce qui est propre, mais par le rejet de ce qui est autre. Dans le premier cas, la diversité du monde est vue comme une richesse, une source de complémentarité ; dans le second, comme un facteur d'antagonismes et de conflits. Quant aux visions du protectionnisme que ces deux rapports au monde impliquent, ils sont encore profondément divergents : dans un cas, il s'agit de protéger ce qui est collectivement cher à chaque communauté ; dans l'autre, il s'agit uniquement de se protéger de l'autre, perçu comme une menace, sans rien affirmer en propre. En raison de son caractère artificiel, extérieur et négatif, cette seconde vision du protectionnisme est condamnée tôt ou tard à l'échec. Malheureusement, c'est dans cette seconde voie qu'une part croissante du monde est déjà engagée aujourd'hui. Face à cela, il est grand temps d'inventer un protectionnisme positif, qui ne soit pas un retour vers les solutions du passé, mais la définition d'une *nouvelle souveraineté* en prise avec les enjeux sociaux et environnementaux de notre temps.

**Les fondements anthropologiques de la théorie économique**

Notre analyse de la mondialisation doit aussi conduire à reconsidérer les fondements anthropologiques sur lesquels s'appuie la théorie économique classique. Ceux-ci sont doubles.

Premièrement, l'économie classique représente l'homme avant tout comme un consommateur cherchant à maximiser sa propre utilité. C'est à ce titre que la mondialisation n'est vue que sous le prisme des bienfaits privés conférés aux consommateurs.

Cette vision tend à occulter la dimension collective de la vie humaine, donc tout ce qui touche à l'existence proprement politique de l'homme et au bien commun. Il n'est donc guère étonnant que ces aspects soient négligés dans l'analyse classique de la mondialisation. Sous l'influence lointaine de Mandeville (*La Fable des abeilles*) et d'Adam Smith (la "main invisible"), les économistes ont eu tendance à penser que le bien commun résulte principalement de la poursuite des intérêts particuliers. Si tel est le cas, alors le bien commun ne mérite aucune discussion spécifique ; il suffit de se contenter de veiller à ce que les individus puissent maximiser leurs intérêts particuliers. Cette idée, structurante pour la théorie économique moderne, est en rupture avec toutes les conceptions de l'homme qui avaient prévalu jusqu'alors, lesquelles percevaient toujours une certaine tension entre intérêts privés et bien commun. La quête d'un équilibre justifiait certains devoirs, ainsi qu'un droit civil n'ayant guère de rapport avec le droit commercial. À l'heure où les déséquilibres écologiques et sociaux atteignent une ampleur gravissime, il paraît urgent de renouer avec l'idée que l'homme n'est pas un pur consommateur, mais aussi un être collectif, pour lequel les biens communs sont structurants. Mieux articuler, dans le discours et les politiques, les dimensions individuelle et communautaire de la vie humaine nous semble aussi être un moyen de répondre à la crise de sens que perçoivent nombre de nos contemporains, incapables de se satisfaire d'un monde réduit au seul acte de consommer.

Deuxièmement, l'économie classique pense l'individu comme l'élément premier sur lequel tout l'ordre social est fondé. Ce faisant, l'économie a du mal à développer une pensée cohérente de l'État et, plus généralement, de toutes les structures institutionnelles et juridiques sans lesquelles l'échange commercial ne pourrait avoir lieu. Ce relatif détachement par rapport aux institutions qui ne se réduisent pas à l'individu explique que les économistes ont souvent été incapables de saisir le changement de nature subi par l'échange au cours du processus de mondialisation. Plus globalement, le rapport très abstrait que les économistes entretiennent vis-à-vis des institutions, de leurs modes de fonctionnement, des processus politiques qui les animent, est la source d'incompréhensions majeures et d'échecs relatifs. Bien souvent, il existe un décalage entre le monde tel que les économistes se le représentent et le monde tel qu'il est réellement, fait d'institutions irréductibles aux seuls individus. Dans la mesure où les économistes sont écoutés, de telles défaillances théoriques ont des conséquences bien réelles. Il est donc urgent, pour aborder la réalité économique sur des bases plus saines et relever les défis majeurs qui nous attendent, de repenser en profondeur les rapports qui unissent l'individu et la collectivité."

## EXTRAITS

**La confiance comme levier d'influence de la reterritorialisation**

*En janvier, Guillaume Vuillemey a accordé un entretien à la Lettre Socle, plateforme de réflexion du réseau Gens de confiance qui compte près de 2 millions de membres. Il y met en relief le rôle-clé que joue la confiance dans les processus de reterritorialisation au sein des sociétés humaines. La confiance est par nature immatérielle mais elle s'impose comme un levier d'influence très puissant – voire indispensable – dans le fonctionnement organique des communautés. [Les extraits reproduits ci-après le sont avec l'aimable autorisation de la direction de la Lettre Socle.]*

**Une nécessaire territorialisation de la confiance**

"La confiance ne peut exister que de manière territorialisée, au sein de communautés ou de groupes sociaux dont les membres partagent entre eux des choses profondes, qu'elles soient historiques, culturelles, géographiques, etc. Je ne crois pas que la confiance puisse s'inscrire dans l'abstrait, de manière universelle en quelque sorte. Pendant très longtemps, les formes politiques se sont d'ailleurs fondées sur cette vision de la confiance et garantissaient ladite confiance. On savait par exemple que si tel produit venait de tel endroit, il devait être fiable. De la confiance était créée parce que territorialisée. La mondialisation a au contraire cherché à tout indifférencier. Un produit local a été présenté comme absolument interchangeable avec un produit fabriqué à l'autre bout du monde, gommant ainsi toute diversité.

La confiance que l'on pouvait se donner les uns aux autres, en tant qu'êtres sociaux partageant un même référentiel, s'en est trouvée perturbée. Il n'existe plus que des relations d'ordre commercial entre des individus noyés dans un monde sans frontières. Cette confiance amoindrie, voire cette défiance, éclaire nombre de comportements électoraux ou politiques. Le besoin de retrouver du lien social est manifeste. L'essor des réseaux sociaux l'illustre bien, même si la réponse qu'ils apportent n'en demeure pas moins partielle. L'ancrage dans la réalité physique est incontournable." [p.4]

*Or, pour Guillaume Vuillemey, le retour de la confiance passe par l'instauration d'un protectionnisme social et environnemental. Durant l'entretien, Guillaume Vuillemey développe un point essentiel de sa réflexion : l'urgence d'une nouvelle forme de protectionnisme. Il écrit d'ailleurs dans son ouvrage : "ce qu'il s'agit de faire refluer, ce n'est pas la mobilité, mais les espaces de non-droit", faisant ainsi écho aux travaux d'Ali Laïdi, auteur d'une Histoire mondiale du protectionnisme (Passés composés, septembre 2022), lequel a déjà été invité dans les colonnes de Communication & Influence. Pour Guillaume Vuillemey, cette approche, inscrite dans une nécessaire reterritorialisation du monde, vise à juguler les dérives de la mondialisation et à restaurer la confiance dans nos sociétés. Mais la problématique sémantique fait que le protectionnisme a mauvaise presse. D'où son idée de le redéfinir pour montrer en quoi il est un paramètre créateur de stabilité – donc éminemment positif – au sein des sociétés humaines. En l'espèce, l'influence passe bien sûr par le choix des bons mots, le raisonnement idoine et l'affinement des perceptions...*

**Le retour de la confiance passe par l'instauration d'un protectionnisme social et environnemental**

"Je connais bien les travaux d'Ali Laïdi qui sont toujours de grande qualité. Il me semble effectivement essentiel de redéfinir le protectionnisme car il pâtit souvent d'une vision caricaturale. Il ne consisterait qu'à tout taxer, de manière indifférenciée, en réaction à un environnement hostile. Il convient, au contraire, d'identifier les biens communs que nous voulons protéger, parce que leur valeur paraît primordiale pour notre communauté, peuple ou nation. Leur protection peut donc justifier certaines restrictions commerciales. En veillant ainsi à ce qu'il ne soit plus possible de maximiser les intérêts privés sans souci du bien commun, le clivage entre les perdants et les gagnants de la mondialisation – entre ces "deux mondes de la mondialisation" – pourra commencer à se résorber.

Il n'existe évidemment pas de recette magique, applicable indifféremment en tout point du globe. Chaque région ou chaque pays a besoin de réfléchir aux milieux naturels, aux savoir-faire, aux modes de vie, etc. qui lui semblent essentiels. Un véritable débat politique est incontournable.

Dans notre pays du moins, il me semble qu'un protectionnisme environnemental et social serait le plus opportun car il correspond aux biens communs ayant le plus souffert de la mondialisation : à savoir, tout ce qui relève de la sauvegarde de la nature, et tout ce qui touche à une vision globale de l'ordre social. Le besoin de lien social et d'appartenance à une communauté est criant. En troisième lieu, les intérêts géostratégiques de la France constituent un autre bien commun particulièrement délaissé. Il serait prudent de préserver ou de renouveler les infrastructures assurant notre autonomie militaire et stratégique, ou simplement industrielle et alimentaire.

Quant à la manière de protéger ces biens communs, les tarifs douaniers ne sont pas le seul outil disponible. Le protectionnisme peut tout à fait se décliner grâce à des réglementations environnementales par exemple, l'institution de labels ou l'interdiction pure et simple de l'entrée sur le territoire de produits considérés comme dangereux. Lorsque l'Union européenne avait décrété l'interdiction des OGM sur son périmètre, les États-Unis l'avaient attaquée pour cause de protectionnisme, alors qu'une telle interdiction peut n'être que le simple reflet d'une vision collective de notre société et de notre environnement."

Pour télécharger les lettres Socle du réseau Gens de Confiance : <https://gensdeconfiance.com/fr/socle>

## BIOGRAPHIE

Né dans le Jura, Guillaume Vuillemey est titulaire d'un doctorat en économie de Sciences-Po Paris. Depuis 2015, il est professeur de finance à HEC Paris, chercheur associé au CEPR (Londres) et membre du conseil scientifique de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Il a été chercheur invité à la Banque centrale européenne et à l'université d'Harvard.

Ses travaux ont d'abord porté sur les crises financières et la régulation des marchés financiers. Au lendemain de la crise bancaire de 2008, il a publié de nombreux articles scientifiques sur les marchés de produits dérivés, les risques qui leur sont inhérents, et les réformes visant à les réguler. Ces travaux ont été publiés dans plusieurs revues de rang mondial, dont le *Journal of Finance*, la *Review of Financial Studies*, le *Journal of Financial Economics*, et ont été couronnés de plusieurs prix, dont celui du meilleur jeune chercheur en économie décerné par la Banque de France.

Ces travaux ont été parmi les premiers à mettre en lumière le fonctionnement d'institutions peu connues mais essentielles sur les marchés financiers : les chambres de compensation. Celles-ci garantissent la bonne exécution des transactions sur les marchés de titres ou de produits dérivés, et sont donc un élément central en matière de stabilité financière. Guillaume Vuillemey a étudié à la fois l'émergence de ces institutions au XIX<sup>e</sup> siècle – un pan méconnu de l'histoire du capitalisme – et leur régulation actuelle.

Ses travaux plus récents portent sur la responsabilité des entreprises, dans une perspective à la fois contemporaine et historique. Par

exemple, un article récent, qui a eu beaucoup d'écho médiatique, utilise des données sur l'ensemble des porte-conteneurs et des tankers de la planète afin de montrer la croissance considérable des pavillons de complaisance depuis les années 1980, et mettre en évidence les stratégies juridiques utilisées par les armateurs afin d'échapper à toute responsabilité en cas de dommage ou de marée noire.

Un autre article récent étudie, dans une perspective historique, la naissance de la "responsabilité limitée" des actionnaires – ce qui est peut-être l'acte de naissance du capitalisme. En utilisant de très nombreuses données d'archives sur l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle, Guillaume Vuillemey parvient à donner une lecture nouvelle de cette institution. Pour lui, la responsabilité limitée des actionnaires n'a pas été généralisée avant tout pour permettre aux entreprises de lever davantage de capitaux, mais à l'instigation des épargnants eux-mêmes, qui souhaitaient placer leurs capitaux sans être responsables des mauvaises décisions que les entreprises pourraient prendre. Cet article jette une lumière nouvelle sur les débats contemporains au sujet de la "responsabilité des investisseurs" ou sur l'"investissement responsable".

Son premier ouvrage, *Le temps de la démondialisation*, a été publié en 2022 aux éditions du Seuil (collection *La République des idées*). Cet ouvrage a reçu un accueil médiatique important (*Le Monde*, *L'Obs*, *Le Figaro*, *France Culture*, *France Inter*, etc.) et a valu à Guillaume Vuillemey d'être invité devant le Sénat pour une audition sur le thème de la démondialisation.



## L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

*"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.*

*"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".*

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Guillaume Vuillemey va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

**Bruno Racouchot**  
Directeur de Comes

## Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

## CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

[www.comes-communication.com](http://www.comes-communication.com)



Quand la réflexion accompagne l'action